

ROYAUME DU MAROC
HAUT COMMISSARIAT AU PLAN

BUDGET ECONOMIQUE PREVISIONNEL
2007

Janvier 2007

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	1
RESUME.....	3
1. L'environnement international.....	9
2. La croissance économique nationale en 2006.....	14
3. Les perspectives économiques nationales pour 2007.....	17
3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions.....	17
3.2. La croissance économique.....	18
3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut.....	22
3.3.1. L'investissement brut.....	22
3.3.2. La consommation finale nationale.....	24
3.3.3. Le commerce extérieur.....	25
3.3.4. La contribution des composantes du PIB à la croissance.....	26
4. Le financement de l'économie.....	28
4.1. L'épargne nationale.....	28
4.2. Les caractéristiques du secteur financier en 2007.....	29
4.3. Les finances publiques.....	30
4.4. Les finances extérieures.....	31
4.5. La masse monétaire et ses contreparties.....	32
ANNEXES.....	33

PREAMBULE

Le Haut Commissariat au Plan a procédé à la révision du système de comptabilité nationale (SCN), conformément aux démarches méthodologiques, aux concepts et aux définitions du SCN 1993, recommandé par les Nations Unies.

A cet effet, une nouvelle année de base sous-tend les agrégats des comptes nationaux, en l'occurrence l'année 1998 au lieu de l'ancienne base 1980. Les estimations de la croissance économique en 2006 et les perspectives pour 2007, présentées dans le Budget Economique Prévisionnel, sont ainsi établies selon les structures du nouveau système¹.

Suite à cette révision, la croissance du produit intérieur brut (PIB) en terme réel, estimée à 3,1% en moyenne annuelle durant la période 1998-2005, a été réévaluée dans le nouveau système à 3,8%, soit 0,7 point de plus.

De même, l'ensemble des agrégats de la demande finale ont été affectés par cette révision. C'est le cas, notamment, de l'investissement brut, qui représente selon le nouveau système, 26,8% du PIB en moyenne annuelle durant la période 1998-2005 au lieu de 23,7% dans l'ancien système et du taux d'épargne nationale qui se situe à 30,1% du PIB en moyenne annuelle, au lieu de 27%.

La consommation finale des ménages résidents, de son côté, représente 58,8% du PIB au lieu de 61,3% et celle des administrations publiques 18,3% du PIB au lieu de 20%. Cependant, la part des exportations des biens et services est de 28,4% alors que celle des importations représente 32,3% du PIB en moyenne annuelle au cours de la dite période.

¹ Le Haut Commissariat au Plan a publié, au mois d'avril 2006, les comptes nationaux de la nouvelle base pour la période 1998-2003 et au mois d'octobre, les comptes provisoires pour les années 2004 et 2005.

Il convient de préciser également que l'établissement du PIB réel pour chaque année est effectué, dans le nouveau système, selon les prix de l'année précédente, et non selon les prix de l'année de base 1998. Cette approche, appelée le PIB en chaîne, fait partie des éléments nouveaux recommandés par le SCN 1993. L'avantage de cette méthode réside dans l'utilisation, à chaque fois, d'une nouvelle structure des prix pour l'établissement des comptes nationaux, ce qui leur confère plus de précision en matière de suivi de l'activité économique et partant, permet d'améliorer la fiabilité des prévisions correspondantes.

RESUME

Le budget économique prévisionnel 2007 est établi, comme indiqué dans le préambule, selon les structures des comptes nationaux de 1998. Il est à rappeler, à cet égard, que les perspectives économiques présentées dans la version exploratoire du budget économique 2007, publiée au mois de juillet 2006, ont été élaborées selon l'ancienne base 1980.

Les hypothèses sous-tendant le budget économique prévisionnel 2007 tiennent compte des dispositions de la loi de finances 2007 adoptée par le parlement, des évolutions qui ont marqué l'environnement économique national et international durant le second semestre de 2006 et de celles attendues en 2007.

Ainsi, durant l'année 2006, l'économie nationale est engagée dans une phase de croissance soutenue grâce aux conditions favorables caractérisant l'ensemble des secteurs économiques ainsi qu'à l'environnement international, profitant de la vigueur de la croissance mondiale. En outre, l'environnement des affaires au Maroc, devenu plus attractif cette année, explique en partie l'expansion des investissements directs étrangers et la relance des investissements des entreprises nationales, contribuant ainsi à la réalisation des chantiers d'envergure mis en œuvre dans les secteurs du tourisme, des industries de transformation et des infrastructures économiques de base.

Ces conditions devraient se poursuivre en 2007 sous l'effet des mesures fiscales retenues dans la loi de finances et de la consolidation des investissements publics de manière générale.

Concernant l'environnement international, les perspectives émanant des organismes internationaux confirment la vigueur de la croissance mondiale qui est estimée à 5,1% en 2006 et à un rythme légèrement inférieur de 4,9% pour l'année 2007. Dans ce contexte, le volume du commerce mondial s'accroîtrait de 7,6% en 2007 au lieu de 8,9% en 2006, présageant une légère baisse du rythme de croissance de la demande mondiale (autre que la zone Euro) adressée au Maroc. Cette baisse serait, toutefois, compensée par la hausse de la demande provenant de la zone Euro, principal partenaire du Maroc, en raison de la consolidation prévisible de la reprise économique dans cette zone.

Ces évolutions seraient confortées par la maîtrise de l'inflation, qui passerait de 2,6% en 2006 à 2,3% en 2007 pour les économies avancées et de 5,2% à 5% pour les pays émergents.

Les cours internationaux du pétrole brut, qui ont enflammé les prix à la consommation durant l'année 2006, emprunteraient une tendance baissière en 2007, suite à l'apaisement des tensions géostratégiques affectant ce secteur, au fléchissement de la demande globale du pétrole et à l'amélioration des indicateurs des stocks du pétrole aux Etats-Unis. A cet égard, le cours moyen pourrait atteindre 55 \$/baril en 2007 au lieu de 64\$ estimé pour 2006 selon les dernières perspectives économiques de la Banque Mondiale. Ces cours, encore élevés, seraient compensés, en partie, par une légère dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro, dont la parité serait de l'ordre de 1,27\$/euro.

Au niveau national, les estimations des agrégats de la demande finale en terme nominal pour l'année 2006 font ressortir une hausse de la formation brute de capital fixe de 10,5%, de la consommation finale des ménages résidents de 12,8%, des exportations de biens et services de 14,7% et des importations de 10,5%. De ce fait, le produit intérieur brut s'accroîtrait de 8,1% en terme réel au lieu de 2,4% en 2005.

Certes, l'activité économique nationale est caractérisée en 2006 par une bonne campagne agricole, mais elle reste également marquée par une consolidation des performances des activités non agricoles marchandes, notamment le bâtiment et travaux publics, les industries de transformation, le tourisme, les télécommunications, le transport, le commerce et les services financiers.

La croissance économique de l'année 2006 est réalisée dans une conjoncture marquée par la hausse du niveau général des prix d'environ 2,8%² suite à la hausse des prix à la consommation des produits pétroliers. L'inflation aurait été plus accentuée sans la prise en charge par le budget de l'Etat d'une partie de l'augmentation de la facture pétrolière en 2006.

S'agissant de l'année 2007, les perspectives économiques dégagent une amélioration des activités non agricoles (activités secondaires et de services) de 5,5% en terme réel au lieu de 5,2% en 2006. Le secteur secondaire (mines, énergie, industries de transformation et bâtiment et travaux publics) enregistrerait une croissance de 5,3% en 2007 au lieu de 4,3% en 2006. Parallèlement, le secteur tertiaire, profitant de l'embellie que connaissent les services marchands, maintiendrait son rythme de croissance aux environs de 5,6%, sous l'effet de la performance consolidée des activités touristiques, du transport, des télécommunications et des services financiers.

Globalement, la valeur ajoutée des activités non agricoles marchandes (non compris les administrations publiques) serait en hausse d'environ 5,9% au lieu de 5,6% en 2006.

Quant au secteur primaire, sous l'hypothèse d'une production moyenne de l'ordre de 53 millions de quintaux, retenue pour les principales cultures céréalières durant la campagne 2006-2007, la valeur ajoutée de ce secteur

² Ce taux correspond au prix implicite du PIB et constitue un meilleur indicateur de l'inflation que l'indice du coût de la vie qui mesure l'évolution des prix d'un panier de produits, consommés par des catégories de ménages dites modestes. Celui-ci a évolué de 3,3% au terme de 2006.

connaîtrait une baisse de l'ordre de 11,7% en terme réel. Cette baisse est à relativiser compte tenu de la croissance de ce secteur en 2006 estimée à 30,1% sous l'effet des récoltes céréalières exceptionnelles. La part du secteur primaire dans le PIB serait ainsi de 12,5% en 2007 au lieu de 14,4% en 2006.

Dans ces conditions, les performances des secteurs non agricoles, conjuguées au recul du prix du pétrole brut en 2007, compenseraient largement la baisse de l'activité primaire. Le produit intérieur brut enregistrerait, en conséquence, une croissance d'environ 3% et l'inflation serait contenue à près de 1,5%.

Il convient de noter, toutefois, que les conditions climatiques observées jusqu'au début de janvier 2007, ont été caractérisées par un recul des précipitations d'environ 44% par rapport à la même période de l'année précédente et par une baisse des superficies cultivées de près de 15%. Si cette situation persiste jusqu'au début du printemps, la campagne agricole 2006-2007 pourrait se solder par une production céréalière de l'ordre de 30 millions de quintaux. En conséquence, la valeur ajoutée du secteur primaire connaîtrait une régression de l'ordre de 17% et le PIB réel dégagerait, dans ce cas de figure, une croissance limitée à près de 1,6% en 2007.

Concernant les emplois du PIB (au prix courants) en 2007, l'investissement brut, composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et de la variation des stocks, poursuivrait son dynamisme stimulé par le lancement de plusieurs chantiers dans la construction, l'aménagement urbain et touristique, ainsi que dans les infrastructures économiques de base. La formation brute de capital fixe, principale composante de cet agrégat, augmenterait ainsi de 11%. En outre, la consommation des administrations publiques, sous l'effet d'une politique budgétaire relativement plus expansive en 2007 qu'en 2006, serait en hausse de 8,5%.

Cependant, la consommation des ménages résidents connaîtrait une baisse de son rythme de croissance qui passerait de 12,8% en 2006 à 3% en 2007 en raison d'une régression de l'autoconsommation des ménages en produits agricoles.

Au niveau du commerce extérieur, les exportations de biens et services devraient s'accroître à un rythme moins soutenu de 8,9% en 2007 au lieu de 14,7% en 2006. Quant aux importations de biens et services, elles augmenteraient de 9,1%, suite à la modération de la croissance prévisible de la facture pétrolière.

Au plan du financement de l'économie, celui-ci serait marqué par la persistance de la sur-liquidité au niveau de l'économie nationale, engendrant ainsi une baisse des taux d'intérêts. L'épargne nationale atteindrait, selon la nouvelle base, 33,4% du PIB en 2007 et le taux d'investissement 29,9% du PIB. Par conséquent, le compte épargne-investissement continuerait de dégager un excédent de financement d'environ 3,5% du PIB en 2007.

S'agissant des finances publiques, elles enregistreraient, selon les données de la loi de finances 2007, un déficit global estimé à 2,7% du PIB. Cet objectif exprime clairement la volonté de l'Etat de contenir le déficit budgétaire à un niveau soutenable tout en assurant un environnement favorable à l'activité économique.

Dans ce contexte, il convient de relever l'importance de l'accroissement des recettes fiscales enregistrées depuis l'année 2005 et qui seraient consolidées en 2007. Quant aux dépenses publiques, le taux de la masse salariale par rapport au PIB serait en régression, en passant de 11,9% en 2005 à environ 10,5% en 2006 et 2007 sous l'effet de la rationalisation des dépenses du personnel et également de l'impact du programme des départs volontaires à la retraite.

Les dépenses de compensation, malgré leur légère baisse, resteraient élevées eu égard au niveau des prix du pétrole brut qui serait maintenu sur le marché international. Quant aux investissements publics, ils seraient en progression de 13%, mettant ainsi en exergue la volonté de l'Etat de développer davantage les infrastructures économiques de base.

Concernant la masse monétaire, celle-ci s'est accrue de 13,1% en 2006 et devrait connaître une hausse moins soutenue en 2007 de l'ordre de 12%, soit un rythme supérieur à celui du PIB nominal. Il en découlerait, ainsi, une légère augmentation du taux de liquidité, qui atteindrait 98,6% du PIB en 2007 au lieu de 92% en 2006. Cette situation n'aurait pas de répercussion sur l'évolution des prix dans la mesure où Bank Al-Maghrib surveille de près l'évolution des prix intérieurs à travers la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente. Le taux d'inflation, appréhendé par la variation du prix implicite du PIB, devrait baisser passant de 2,8% en 2006 à 1,5% en 2007.

Il est à souligner que les réalisations en terme de croissance économique pour l'année 2006 seront actualisées et publiées par le Haut Commissariat au Plan au printemps 2007, comme à l'accoutumée dans le cadre des publications des comptes de la nation relatifs à l'année 2006.

Quant aux perspectives économiques de 2007 présentées dans ce rapport, elles seront révisées dans le cadre de l'élaboration du budget économique exploratoire pour l'année 2008 qui sera publié au mois de juillet 2007.

1. L'environnement international

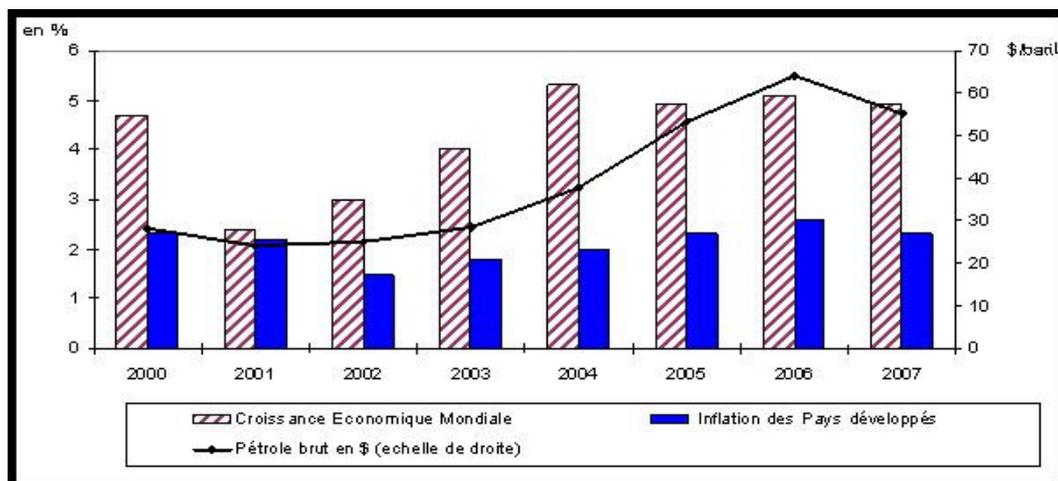
L'année 2006 s'achève dans le contexte d'une économie mondiale en pleine expansion. Le rythme de croissance élevé observé depuis 2004 est confirmé par les différentes perspectives économiques établies en 2006 et 2007 par les organismes internationaux. La croissance économique serait de 5,1% en 2006 et de 4,9% en 2007, malgré certains signes de ralentissement apparus récemment au niveau de l'économie américaine.

Le dynamisme de l'économie mondiale s'explique en partie par les performances des pays asiatiques et par la consolidation de la reprise de l'activité économique dans la zone Euro. Les économies des pays d'Afrique devraient évoluer, globalement, à un rythme supérieur en 2007, alors que la croissance des pays d'Amérique latine serait en légère baisse par rapport à 2006.

Les précédents cycles de la croissance mondiale se terminaient souvent par une accentuation de l'inflation qui provoque un ralentissement de l'activité économique. Cependant, la situation des dernières années montre que la croissance mondiale était rapide même dans un environnement caractérisé par la hausse des prix suite au renchérissement successif des cours du pétrole brut et des prix de certaines matières premières sur les marchés internationaux.

La stabilité du système financier international, sous l'effet des politiques monétaires prudentes adoptées par les banques centrales des économies avancées, ainsi que les mesures d'efficacité énergétique engagées par plusieurs pays développés ont créé des conditions favorables à la croissance durant la période 2004-2006 et qui devraient continuer en 2007.

Graphique 1: Evolution de la croissance mondiale, de l'inflation et des cours du pétrole brut



Ainsi, la baisse du rythme de croissance aux **Etats-Unis**, de 3,4% en 2006 à 2,9% en 2007, serait attribuable au ralentissement de l'activité du secteur de l'immobilier, aux taux d'intérêt élevés et à la hausse des prix des produits pétroliers.

En effet, l'expansion des prix du logement aux Etats-Unis durant les dernières années avait, largement, stimulé l'investissement dans le bâtiment et les créations d'emploi. Toutefois, avec les hausses successives des taux d'intérêt, les ventes de logements ont connu une décélération en raison de la baisse de la demande. Cette situation pourrait engendrer un ralentissement des activités liées au bâtiment.

Par ailleurs, le déficit de la balance courante américaine reste considérable et représente 6,5% du PIB, du fait de l'épargne négative des ménages et de l'ampleur du déficit budgétaire. Ceci est de nature à accentuer la dépréciation du dollar par rapport à l'Euro et par conséquent renforcer la compétitivité des produits américains exportés.

L'économie japonaise, de son côté, consoliderait sa croissance en 2007 grâce à la vigueur de la demande intérieure, en particulier, l'investissement et la consommation des ménages ainsi qu'au dynamisme des exportations. La croissance de son PIB est estimée à 2,7% en 2006 et serait de l'ordre de 2,1% en 2007, soutenue notamment par la mise en œuvre d'une politique monétaire favorable, mettant fin au cycle de déflation que le Japon avait connu. Le taux d'inflation commence à devenir positif après sept années de stagnation. Toutefois, l'amélioration de la croissance économique japonaise ne devrait pas occulter un éventuel risque de retour à la déflation sous l'impact du ralentissement de l'économie américaine.

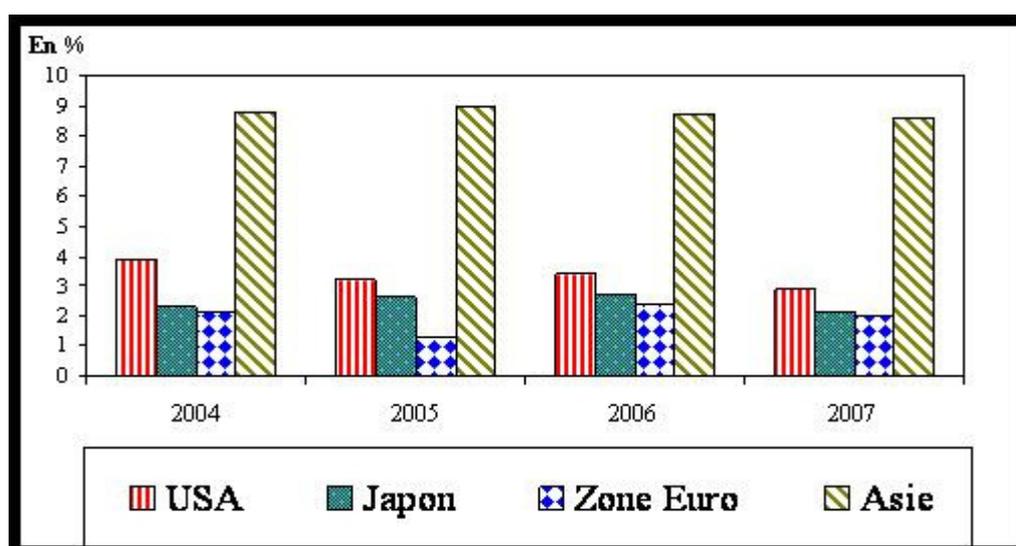
Quant aux pays de **la zone Euro**, principaux partenaires commerciaux du Maroc, ils ont connu une accélération de leur rythme de croissance économique en 2006, estimé à 2,4% et qui se maintiendrait à 2% en 2007. Ainsi, le dynamisme des principaux pays de cette zone, en l'occurrence l'Allemagne, la France et l'Espagne s'est traduit par une hausse de la demande globale, à travers l'expansion de l'investissement encouragé par des conditions de financement favorables, des taux de marge élevés réalisés par les entreprises et par la hausse des capacités de production.

Cependant, l'appréciation de l'euro par rapport au dollar américain pèserait lourdement sur la compétitivité des économies européennes. Le Fonds Monétaire International préconise un ensemble de réformes structurelles nécessaires pour que la zone Euro consolide des taux de croissance plus élevés, permettant de réduire l'écart qui sépare ses performances de celles des autres régions économiques développées.

Concernant les **pays émergents d'Asie**, ils continuent d'enregistrer des taux de croissance économique considérables, estimés à 8,7% en moyenne en 2006 et 2007. La forte croissance des pays de cette région tient, essentiellement, à la robustesse de la croissance en Chine et en Inde et dans une moindre mesure, dans les pays du sud-est asiatique (ASEAN).

En effet, **l'économie chinoise** poursuivrait son rythme de croissance de plus de 10%, enregistré durant la période 2004-2006, en s'appuyant sur la progression rapide des exportations de marchandises et sur l'expansion des investissements. L'économie indienne, pour sa part, consoliderait sa croissance à près de 8%. Ces deux pays sont devenus les nouveaux moteurs de la croissance mondiale en raison de leurs poids croissant dans le commerce mondial. Néanmoins, le ralentissement de l'économie américaine pourrait avoir un impact négatif sur la croissance économique des pays émergents d'Asie, du fait que le marché américain constitue une destination privilégiée pour les exportations asiatiques.

Graphique 2: Evolution de la croissance économique mondiale par région



Au niveau des autres pays en développement, **l'Afrique** qui connaît, pour la troisième année consécutive, une croissance soutenue de l'ordre de 5,4% en 2006, enregistrerait un taux de 5,9% en 2007. Ce résultat s'explique par la consolidation de la croissance au Maghreb et par son renforcement en Afrique subsaharienne, laquelle passerait de 5,2% en 2006 à 6,3% en 2007. Pour les pays importateurs de pétrole, la croissance serait vigoureuse en 2007 sous l'effet du recul des cours du pétrole sur le marché international.

Le rythme de croissance du **commerce mondial** serait en légère baisse, passant de 8,9% en 2006 à 7,6% en 2007, en raison notamment de l'impact du ralentissement de l'économie américaine, du blocage des négociations commerciales multilatérales dans le cadre du cycle de Doha et de l'apparition des tensions inflationnistes.

La poursuite de la croissance économique mondiale en 2007, même à un rythme légèrement inférieur à celui de 2006, serait profitable à l'économie nationale, du fait de son ouverture croissante sur l'extérieur, de l'amélioration notable de l'environnement des affaires et de l'expansion des investissements directs étrangers dans le pays.

2. La croissance économique nationale en 2006

Les prévisions de croissance du Produit Intérieur Brut aux prix constants, établies initialement pour 2006 selon l'ancienne base 1980, ont été révisées à la hausse dans le cadre de ce rapport qui présente, pour la première fois, les perspectives économiques selon **les données du nouveau système de Comptabilité Nationale qui est fondé sur 1998 comme nouvelle année de base.**

En s'appuyant sur les estimations de conjoncture économique³ relatives au deuxième semestre de l'année 2006, la croissance de l'économie nationale est estimée à 8,1% en 2006 au lieu de 2,4% en 2005, grâce notamment à l'expansion de la valeur ajoutée agricole, à la reprise de l'activité des industries de transformation et à la consolidation de la croissance du bâtiment et des travaux publics et des services marchands (tourisme, télécommunications, transports, services marchands financiers).

L'ensemble des hypothèses sous tendant les prévisions initiales de 2006 ont été confirmées par les évolutions observées durant cette année qui étaient globalement favorables à l'économie nationale. Il s'agit, en particulier, de la hausse de la demande mondiale adressée au Maroc de 9,1% au lieu de 8,6% en 2005, ce qui a induit une croissance à deux chiffres des exportations de marchandises, en progression de 13%, d'un recul des cours du pétrole brut autour de 64\$/baril et de la réalisation d'une bonne campagne agricole 2005-2006.

Ce dynamisme aurait été plus important sans les contre-performances des activités minières et énergétiques, qui ont enregistré des évolutions en 2006 en deçà de leurs potentialités.

³ Pour plus d'informations, voir les notes de conjoncture 2006 de l'Institut National d'Analyse de la Conjoncture (INAC). Haut Commissariat au Plan.

Le secteur primaire, dont la valeur ajoutée réelle était en hausse de 30,1%, a contribué largement à l'expansion économique en 2006. Sa part dans le PIB réel est estimée à 14,4% au lieu de 12,7% en 2005. La campagne agricole 2005-2006 a réalisé des récoltes exceptionnelles, soit une production céréalière de 92 millions de quintaux au lieu de 43 millions de quintaux en 2005.

Quant aux activités non agricoles, leur valeur ajoutée réelle s'est accrue de 5,2% en 2006 au lieu de 4,8% en 2005. A cet égard, la production des **industries de transformation** a enregistré une amélioration qui est liée particulièrement à la reprise des industries de confection et à la consolidation de l'activité des industries métalliques, électroniques et agro-alimentaires.

De son côté, le secteur du **bâtiment et des travaux publics** a poursuivi son dynamisme soutenu par la mise en chantier de plusieurs projets structurants dans les infrastructures économiques de base, particulièrement les ports, les routes et l'habitat social, et dans le domaine de l'aménagement touristique et industriel. Parallèlement, **les services marchands** continuent d'évoluer dans un sentier ascendant observé au cours des dernières années, notamment pour le transport et les communications, l'hébergement et la restauration ainsi que pour les services financiers.

Cependant, le **secteur minier** a connu, en comparaison avec son rythme ascendant de l'année dernière, un certain fléchissement de son activité, en raison particulièrement d'une légère baisse de la production des phosphates bruts. De même, le secteur de l'énergie qui a enregistré une forte hausse en 2005, a connu une évolution inscrite à la baisse à cause de la stabilité de l'activité de raffinage et à une modération de la production d'électricité engendrée par un recours plus fréquent aux importations d'électricité en 2006.

La croissance économique nationale en 2006 a évolué dans un environnement économique caractérisé par la hausse du niveau général des prix. Appréhendé par l'indice du prix implicite du PIB, celui-ci a augmenté d'environ 2,8%⁴, consécutivement à la hausse des prix des produits pétroliers et de certaines matières premières au niveau des marchés internationaux.

L'inflation aurait pu être plus accentuée si l'Etat n'avait pas pris en charge, par le biais de la caisse de compensation, une partie de l'augmentation de la facture pétrolière. De même, la politique monétaire prudente de Bank-Al-Maghrib a contribué à limiter la hausse des prix au niveau indiqué.

Au niveau des emplois du PIB, les agrégats de la demande finale, aussi bien intérieure qu'extérieure, ont contribué positivement à la croissance économique en 2006. Ainsi, la consommation finale des ménages, en hausse de 12,8% en terme nominal, a contribué pour 5,3 points à la croissance économique. La formation brute de capital fixe a réalisé une croissance de 10,5% et sa contribution est de 2,1 points.

Sur le plan des échanges extérieurs, les exportations nettes de biens et services font apparaître une amélioration de leur contribution à la croissance de 1,1 point au lieu de 0,5 point en 2005, sous l'effet combiné de la relance des exportations et de la modération des importations de marchandises.

⁴ Ce taux correspond au prix implicite du PIB et constitue un meilleur indicateur de l'inflation que l'indice du coût de la vie qui mesure l'évolution des prix d'un panier de produits, consommés par des catégories de ménages dites modestes. Celui-ci a évolué de 3,3% eu terme de 2006.

3. Les perspectives économiques nationales pour 2007

Les perspectives macroéconomiques pour 2007 s'annoncent prometteuses, notamment pour les activités non agricoles. Cet optimisme est conforté par les évolutions favorables des investissements et des exportations durant cette année, par la politique budgétaire légèrement expansive en 2007 ainsi que par une certaine modération des prix intérieurs. L'évolution du secteur agricole est sous-tendue par la réalisation d'une campagne 2006-2007 moyenne, hypothèse qui reste optimiste, eu égard au cumul insuffisant de la pluviométrie relevée jusqu'à fin janvier 2007.

3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions pour 2007

Les perspectives économiques pour 2007 sont élaborées en tenant compte d'une série d'hypothèses ayant trait à la campagne agricole, aux facteurs extérieurs et aux finances publiques.

- La campagne agricole 2006-2007 : l'hypothèse retenue porte sur la réalisation d'une production céréalière moyenne d'environ 53 millions de quintaux, une reprise de l'activité de la pêche maritime et la consolidation de l'activité de l'élevage ;
- Les finances publiques : toutes les dispositions à caractère fiscal et non fiscal ainsi que les actions de politique économique retenues dans la loi de finances de 2007 sont prises en considération pour l'établissement du budget économique prévisionnel. Il s'agit, en particulier, du renforcement des incitations octroyées par l'Etat aux opérateurs économiques dans le cadre des stratégies sectorielles, de l'amélioration des conditions de l'investissement privé et de la consolidation de l'investissement public ;
- Les facteurs extérieurs : ils seraient globalement favorables à l'économie nationale, en raison de la vigueur de la croissance dans la zone Euro en 2007, permettant en conséquence une consolidation de la demande extérieure

adressée au Maroc. En outre, le cours moyen du pétrole brut retenu est de 55 \$/baril. Il serait accompagné d'une dépréciation du dollar par rapport à l'Euro, dont la parité moyenne serait de 1,27\$/euro.

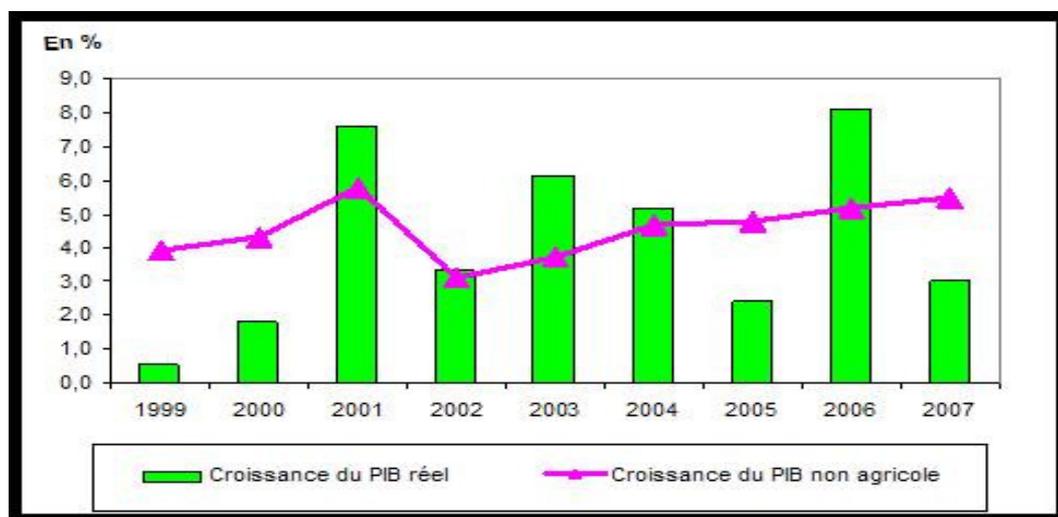
3.2. La croissance économique

Le rythme ascendant caractérisant l'évolution des investissements depuis le début des années 2000 et la consolidation des performances du tourisme et des exportations sont autant de facteurs qui laissent entrevoir un prolongement du dynamisme des activités industrielles et des services marchands en 2007. En outre, les mesures fiscales retenues dans la loi de finances et les augmentations notables des dépenses budgétaires, aussi bien de fonctionnement que d'équipement, renforcées par l'amélioration des investissements des établissements publics, ne manqueraient pas d'induire également des effets positifs sur l'activité économique nationale.

Dans ce cadre, le PIB non agricole (activités secondaires et tertiaires) serait en hausse de 5,5% en 2007 au lieu de 5,2% en 2006. Ce résultat est attribuable, non seulement au potentiel de croissance du bâtiment et des travaux publics et des services marchands, mais également à une éventuelle reprise de l'activité de l'énergie et des mines, essentiellement après les modestes résultats de l'année 2006.

Néanmoins, la valeur ajoutée réelle du secteur primaire, selon l'hypothèse retenue pour la campagne agricole 2006-2007 tenant compte de l'insuffisance des précipitations enregistrées au début de cette campagne, connaîtrait une régression d'environ 11,7%. De ce fait, le Produit Intérieur Brut s'accroîtrait de 3% en terme réel au lieu de 8,1% estimé pour 2006.

Graphique 3 : Evolution de la croissance du PIB réel et du PIB non agricole



3.2.1. Le secteur non agricole : activités secondaires et tertiaires

L'amélioration des activités non-agricoles concerne aussi bien le secteur secondaire (mines, énergie, industries manufacturières et BTP) que le secteur tertiaire (tourisme, télécommunications, transports, hébergement et restauration, services financiers et services des administrations publiques).

En effet, la valeur ajoutée du secteur secondaire augmenterait d'environ 5,3% en 2007, au lieu de 4,3% en 2006. En outre, le secteur tertiaire dégagerait une valeur ajoutée en hausse de 5,6%, au lieu de 5,5% en 2006. Dans ce cadre, le secteur non agricole marchand (non compris les administrations publiques) réaliserait une croissance de 5,9% en 2007, au lieu de 5,6% une année auparavant.

Le dynamisme du secteur secondaire serait renforcé par les actions de politique économique retenues dans la loi de finances 2007. Au niveau des industries de transformation, plusieurs mesures seront mises en œuvre dans le cadre du « Plan Emergence ». Il s'agit de la mise en place des zones offshore « CASASHORE » à Casablanca et « MED-ZONES » à Tanger.

De même, le secteur du textile et habillement qui bénéficiera d'un traitement spécifique dans le cadre de la convention signée avec l'Etat, verrait sa compétitivité renforcée à travers notamment une diversification de ses produits et de ses marchés.

Les mesures programmées en 2007 en faveur du secteur de l'énergie sont de nature à lui permettre de reprendre son rythme ascendant observé ces dernières années. Il s'agit, essentiellement, d'actions visant la sécurité des approvisionnements en vue de garantir la disponibilité des produits énergétiques, le développement de nouvelles formes et sources d'énergie et de l'orientation vers la libéralisation progressive de ce secteur.

Le secteur minier bénéficierait d'une conjoncture favorable suite à une amélioration prévisible des prix des produits miniers et à une demande extérieure accrue pour les phosphates bruts et leurs dérivés, après la mise en oeuvre de nouvelles conventions de partenariat en matière de production et de ventes des acides phosphoriques et des engrais avec l'Inde, le Pakistan, l'Iran, la Belgique et le Brésil.

L'activité du BTP continuerait également d'être stimulée par la poursuite des grands chantiers publics et privés dans le cadre de vastes programmes d'aménagement urbain et touristique, des infrastructures de base (autoroutes, ports, barrages, zones industrielles, etc.) et de lutte contre l'habitat insalubre. Plusieurs projets sont en cours de réalisation, notamment, les villes satellites de Tamessna à Rabat et de Tamansourt à Marrakech et les sites touristiques à Essaouira, Agadir, Saidia, Marrakech, Tanger et Rabat, en partenariat avec des investisseurs internationaux.

Dans le secteur des transports, l'activité sera appuyée, notamment, par les mesures incitatives octroyées par le Gouvernement aux opérateurs du transport routier, par la libéralisation du transport aérien après la signature, le 12

décembre 2006, de l'accord « ciel ouvert » avec l'Union Européenne, susceptible d'impulser fortement les flux touristiques et aussi par la privatisation projetée de la Compagnie Marocaine de Navigation (COMANAV) visant à améliorer l'activité du transport maritime. L'extension du réseau ferroviaire et sa modernisation devraient contribuer également à l'amélioration de la valeur ajoutée du secteur du transport en 2007.

L'activité touristique, encadrée par la vision 2010, fera l'objet de mesures spécifiques pour mettre en place des programmes de développement touristiques régionaux et pour développer les activités touristiques rurales et le tourisme lié aux croisières et au sport. En outre, un plan d'action pour le développement du tourisme intérieur sera mis en œuvre en 2007, en collaboration avec les promoteurs de ce secteur.

3.2.2. Le secteur primaire

Plusieurs mesures ont été prises par le Gouvernement pour assurer la réussite de la campagne agricole 2006-2007. Il s'agit, essentiellement, de la réduction des taux d'intérêt des crédits destinés à l'agriculture, du relèvement des taux de subventions accordées à l'équipement des exploitations en systèmes d'irrigation économes en eau, de la réduction des prix des engrais et de l'amélioration des mesures incitatives pour encourager la mécanisation dans le secteur agricole.

Parallèlement, le secteur agricole bénéficierait d'autres mesures programmées dans le cadre du budget de l'Etat visant, principalement, la mise en valeur des zones « bour » et le développement des filières de production animales et végétales.

Toutefois, le début de la campagne agricole a été marqué par une pluviométrie insuffisante, comme en témoigne le cumul pluviométrique enregistré jusqu'à fin décembre 2006 en régression de 44% par rapport à la même période de l'année

précédente. De même, les superficies cultivées en céréales d'automne ont atteint, jusqu'au 19 décembre 2006, 3,3 millions d'hectares, s'inscrivant en baisse de 11% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Compte tenu de ces éléments, l'hypothèse sous-tendant les prévisions du secteur primaire en 2007 suppose la réalisation d'une production céréalière d'environ 53 millions de quintaux durant la campagne 2006-2007.

Par ailleurs, le secteur de la pêche, de son côté, devrait tirer profit des actions programmées dans le cadre du plan pélagique 2005-2009, initié par le gouvernement en vue de moderniser les infrastructures de ce secteur. Il bénéficierait, également, de l'appui financier lié à l'accord de pêche conclu avec l'Union Européenne, en vue de la mise à niveau de la flotte côtière et le renforcement de la recherche et de la formation halieutique.

3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut

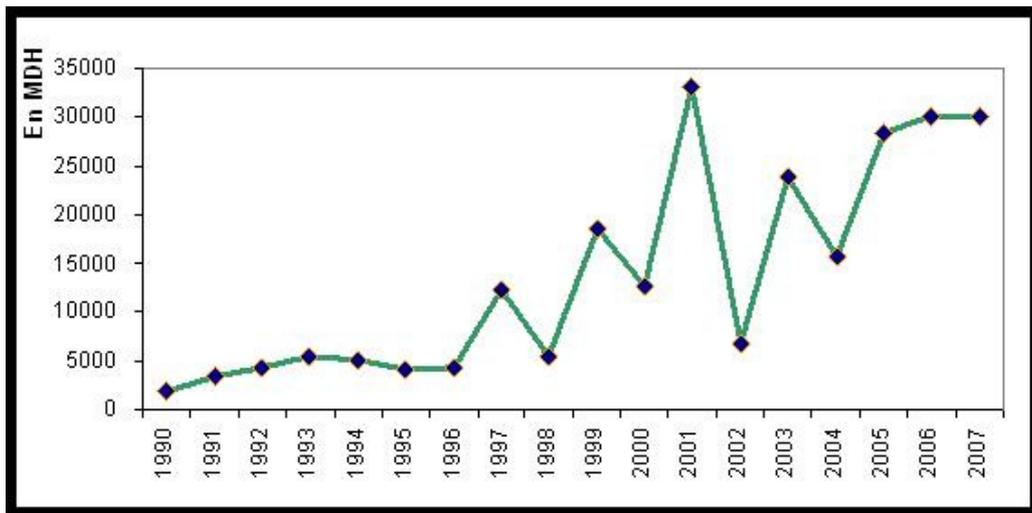
3.3.1. L'investissement brut

Les investissements, en progression notable depuis quelques années, poursuivraient leur tendance haussière en 2007. Les actions entreprises par l'Etat pour améliorer le climat des affaires, les stratégies sectorielles mises en oeuvre dans les secteurs de l'habitat, du tourisme et de l'industrie et les programmes d'infrastructures économiques, expliquent en grande partie le dynamisme des investissements observés dans ces domaines. Ce contexte a renforcé l'attractivité de l'économie nationale vis-à-vis des investissements étrangers.

Ainsi, le Maroc est devenu une plate-forme des investissements directs étrangers (IDE), avec 21 milliards de dirhams en moyenne annuelle durant la période 2000-2005 au lieu de 5 milliards de dirhams durant la décennie quatre-vingt dix.

L'expansion des IDE qui ont atteint un niveau record en 2006, est stimulée non seulement par les privatisations et les investissements de portefeuille, mais aussi par des investissements directs effectifs, qui correspondent à une augmentation des capacités productives du pays.

Graphique 4 : Evolution des investissements directs étrangers durant la période 1990-2007



Globalement, la formation brute du capital fixe réaliserait une hausse de près de 11% en terme nominal en 2007 au lieu de 10,5% estimée pour 2006. L'investissement brut représenterait 29,9% du PIB en 2007 au lieu de 29,4% en 2006.

Le secteur public devrait contribuer considérablement à l'effort d'investissement, avec un montant global d'investissements publics, hors crédits reportés, s'élevant à 90,6 milliards de DH en 2007 au lieu de 81,9 milliards de DH en 2006, soit une progression de 10,4%. Ces investissements se répartissent entre le budget de l'Etat (26 milliards DH), les entreprises publiques y compris les SEGMA et les comptes spéciaux du Trésor (55,2 milliards DH), les collectivités locales (6 milliards DH) et le Fonds Hassan II pour le développement économique et social (3,4 milliards DH).

Ces investissements permettront la réalisation des infrastructures de base orientées vers les besoins de la population et les activités de production, notamment dans les domaines de l'eau, de l'électricité, de l'enseignement, de la santé, des équipements hydro-agricoles, des routes, des barrages, des ports, des transports, des télécommunications, de la formation professionnelle, etc.

Dans ce cadre, des projets d'envergure sont mis en exécution dont particulièrement l'achèvement du complexe portuaire Tanger-Méditerranée, le programme autoroutier relatif aux liaisons Marrakech-Agadir et Fès-Oujda, la poursuite de la réalisation de la rocade méditerranéenne Tanger-Saïdia (Tronçon Ajdir-El jebha et le lancement du dernier tronçon Jebha- Tetouan), la ligne ferroviaire Taourirt-Nador, la connexion ferroviaire du complexe portuaire Tanger-Méditerranée, l'aménagement de l'embouchure de l'Oued Bou Regreg, l'aménagement des sites touristiques balnéaires dans le cadre du Plan Azur, les infrastructures sportives (stades d'Agadir, de Tanger et de Marrakech), etc.

3.3.2. La consommation finale nationale

La consommation finale nationale, composée de la consommation des ménages résidents et de celle des administrations publiques, s'accroîtrait de près de 4,3% en terme nominal, au lieu de 10,3% en 2006. Ce ralentissement serait dû particulièrement à une augmentation modérée de la consommation des ménages résidents, qui atteindrait 3% au lieu de 12,8% estimée pour 2006. L'hypothèse retenue pour la campagne agricole 2006-2007 se traduirait par un recul de l'autoconsommation des ménages en produits agricoles.

Quant à la consommation des administrations publiques, elle devrait enregistrer une progression de plus de 8,5% au lieu de 3% estimée pour 2006, en raison de la hausse des dépenses de fonctionnement hors salaires liées, notamment, à l'organisation des élections législatives de 2007.

3.3.3. Le commerce extérieur

Sur le plan des échanges extérieurs, les exportations de marchandises ont réalisé en 2006 des taux de croissance à deux chiffres, grâce en partie à la reprise des exportations des principales activités industrielles. Il s'agit, notamment, des exportations des industries du textile et du cuir, des demi-produits et des produits bruts.

Cette hausse a toutefois été influencée partiellement par la décision de l'Office des Changes d'intégrer dans la comptabilisation des exportations et des importations nationales, les échanges extérieurs réalisés par les entreprises de la zone franche de Tanger.

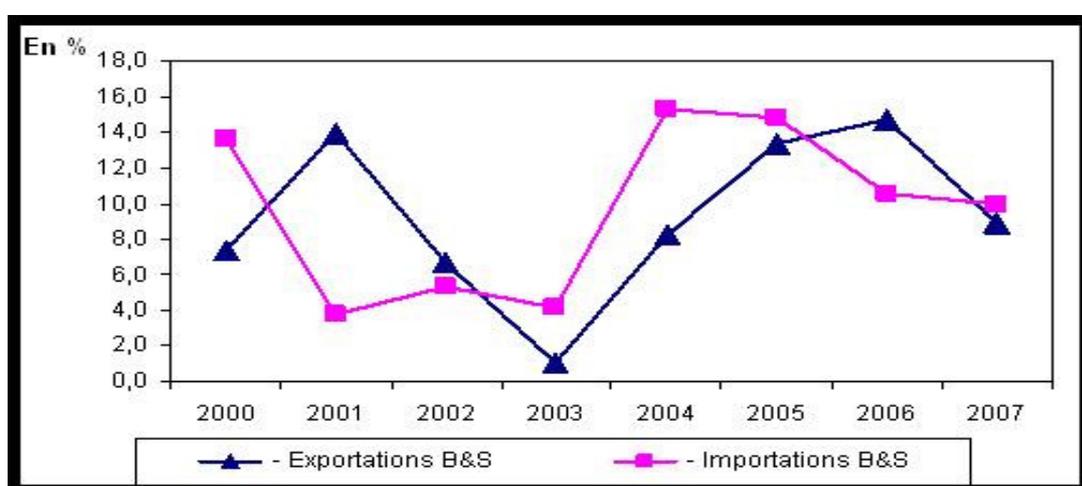
En 2007, les exportations de marchandises reprendraient leur sentier d'évolution normal après l'expansion enregistrée en 2006. Elles connaîtraient ainsi une hausse de près de 6,6%, au lieu de 13% en 2006. Quant aux importations de marchandises, elles maintiendraient presque le même rythme de croissance, sous l'effet du recul des prix à l'importation du pétrole brut et s'accroîtraient de 9,7% au lieu de 10,2% en 2006.

La balance commerciale enregistrerait, de ce fait, une accentuation de son déficit, soit environ 17,3% du PIB contre 16% estimé pour 2006. Ce déficit commercial s'explique par l'augmentation du taux de pénétration (part de la demande intérieure satisfaite par les importations) qui passerait de 29,4% en 2006 à 30,5% en 2007.

Ce déséquilibre commercial serait dû, également, au poids de la facture pétrolière, à l'expansion des importations de biens d'équipement induite par l'ampleur des investissements et au processus de démantèlement tarifaire appliqué en faveur des produits en provenance de l'Union Européenne.

En tenant compte des échanges de services (y compris les recettes voyages), la valeur des exportations augmenterait de 8,9% au lieu de 14,7% en 2006 et celle des importations de 9,1% au lieu de 10,5%. Le déficit en ressources (exportations nettes de biens et services) serait ainsi de 5,2% du PIB en 2007, mettant en exergue l'importante contribution des recettes touristiques au rétablissement de l'équilibre des finances extérieures.

Graphique 5 : Evolution des exportations et des importations de biens et services



3.3.4. La contribution des composantes du PIB à la croissance économique en 2007

Les principales composantes du PIB auraient des contributions positives en 2007. Ainsi, l'investissement brut devrait renforcer sa contribution à la croissance, en raison du dynamisme de la FBCF, étant donné que la variation des stocks serait négative. La FBCF qui s'accroîtrait de près de 9% en volume, consoliderait sa contribution à 2,6 points, au lieu de 2,1 points en 2006.

La contribution de la variation des stocks serait négative de 1,3 point en 2007 en raison d'une éventuelle baisse des stocks de produits agricoles par rapport à l'année 2006.

Quant à la consommation finale nationale, sa contribution à la croissance serait en nette diminution, passant de 5,8 points en 2006 à 2,4 points en 2007. Ce résultat serait attribuable à une régression de la contribution de la consommation des ménages résidents de 5,3 points en 2006 à 1,2 point seulement en 2007.

La consommation finale des administrations publiques devrait renforcer sa contribution à la croissance. Elle passerait de 0,4 point en 2006 à 1,2 point en 2007 et ce, grâce à une forte hausse des dépenses hors salaires programmées pour 2007.

Sur le registre des échanges extérieurs, les exportations de biens et services contribueraient pour 2,4 points à la croissance du PIB au lieu de 3,4 points en 2006. En tenant compte des importations de biens et services, les échanges extérieurs dégageraient, ainsi, une contribution négative de 0,7 point au lieu d'une contribution positive de 1,1 point en 2006.

De manière générale, en dépit du recul de la consommation en produits agricoles, la croissance économique prévue pour 2007 serait tirée principalement par la demande finale intérieure, particulièrement les investissements et la consommation publique.

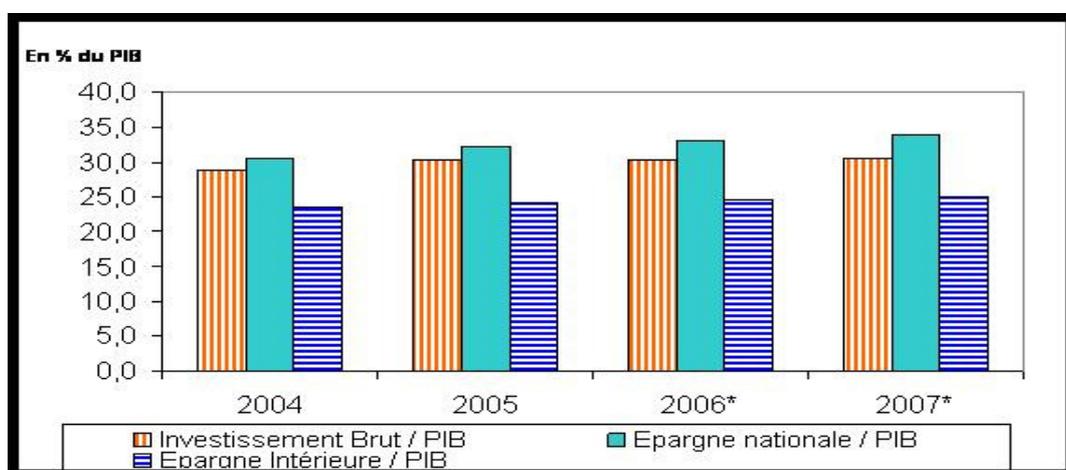
4. Le financement de l'économie

4.1. L'épargne nationale

La consommation finale nationale en valeur augmenterait à un rythme de 4,3% qui est légèrement supérieur à celui du PIB nominal. L'épargne intérieure, définie comme étant la différence entre ces deux agrégats, se situerait au niveau de 24,7% du PIB au lieu de 24,5% en 2006. Ce niveau serait insuffisant pour soutenir les efforts d'investissement qui atteindraient l'équivalent de 29,9% du PIB en 2007. Toutefois, la croissance soutenue des revenus nets en provenance du reste de monde, sous l'effet de la consolidation des transferts des RME, permettrait de dégager un Revenu National Brut Disponible qui s'accroîtrait de 4,6% en 2007, au lieu de 11,5% en 2006.

En conséquence, l'épargne nationale se situerait à 33,4% du PIB au lieu de 33,1% en 2006. Le compte Epargne-Investissement se solderait, en conséquence, par un excédent de financement de l'ordre de 3,5% du PIB au lieu de 3,7% en 2006.

Graphique 6: Evolution des taux d'épargne nationale et intérieure



4.2. Les caractéristiques du secteur financier en 2007

Le marché financier national a été marqué en 2006 par une forte expansion de l'activité de la bourse des valeurs liée à l'introduction de plusieurs entreprises et à l'orientation à la hausse des compartiments obligataires et des titres de créances négociables ainsi que par le développement de l'activité du marché des bons du trésor émis par adjudication.

Les indicateurs de cette activité ont enregistré des augmentations considérables en 2006. L'indice MASI (Moroccan All Shares Index), reflétant l'évolution du marché boursier dans son ensemble, a réalisé une forte hausse de 80% par rapport à fin décembre 2005. De même, la capitalisation boursière a enregistré une progression de 70%, passant de 250 milliards en 2005 à 416 milliards en 2006, sous l'effet conjoint de la hausse de la valeur des actions et de l'admission de nouveaux titres à la cote. L'introduction de nouvelles sociétés en bourse donnerait certainement un nouvel élan à la bourse de Casablanca, ce qui entraînerait une consolidation des indicateurs boursiers en 2007.

Au niveau du secteur bancaire, la situation d'abondance de liquidités observée ces dernières années et tendant à devenir structurelle suite au flux massif de devises, continuerait de caractériser le marché monétaire interbancaire. Ceci a engendré une détente maîtrisée des taux d'intérêt et une progression de la masse monétaire de l'ordre de 13,1% en 2006.

Cette situation de surliquidité est supposée se maintenir en 2007, compte tenu des hypothèses retenues en matière de consolidation du rythme d'accroissement des recettes touristiques, des transferts des MRE et des investissements directs étrangers. Dans ce cadre, le rythme d'accroissement des crédits à l'économie serait en hausse et leur part dans la masse monétaire atteindrait 59,4% en 2007.

4.3. Les finances publiques

La situation des finances publiques est établie à partir des prévisions en valeur absolue des dépenses et des recettes retenues dans la loi de finances 2007⁵. En plus des facteurs qui ont marqué le budget de l'Etat pendant l'année précédente, les finances publiques se caractériseraient par la poursuite de la consolidation des recettes fiscales et l'augmentation des dépenses de fonctionnement par rapport aux réalisations de 2006, en raison de l'ampleur des dépenses de compensation et de la hausse des dépenses de fonctionnement hors salaires destinées notamment à l'organisation des élections législatives de 2007.

Les pouvoirs publics poursuivront les efforts de modernisation du système fiscal et le renouvellement de l'organisation et du mode de gestion des entreprises publiques. Ainsi, les principales mesures fiscales retenues dans la loi de finances 2007 concernent, principalement, l'impôt sur le revenu (IR), la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et le droit d'importation (DI). Ces mesures se présentent comme suit :

- Introduction d'un nouveau barème de l'impôt sur le revenu et relèvement du seuil d'exonération. En effet, le taux marginal sera abaissé à 42% pour respecter les engagements pris par le Gouvernement dans la charte des investissements ;
- Elargissement de l'assiette de la TVA pour certaines activités ;
- Baisse des droits d'importation pour les produits industriels, les biens affectés par la contrebande et pour certains intrants des entreprises exerçant dans le secteur du papier et carton et des chaussures.

⁵ Toutefois, les niveaux relatifs des indicateurs des finances publiques retenus dans ce rapport diffèrent de ceux de la Loi de Finances 2007 du fait de la prise en compte de la valeur du PIB telle qu'elle ressort du nouveau système de Comptabilité nationale base 1998.

Globalement, les recettes courantes (non compris la part de la TVA affectée aux collectivités locales) représenteraient 21,8% du PIB en 2007 au lieu de 22,1% en 2006. La part des recettes fiscales totales dans le PIB connaîtrait, ainsi, une légère baisse en passant de 18,7% en 2006 à 18,3% en 2007.

En matière de privatisation, le Trésor devrait encaisser les recettes provenant de la cession d'une nouvelle part détenue par l'Etat dans le capital de Maroc Télécom et de la privatisation de la compagnie marocaine de navigation (COMANAV).

En 2007, les dépenses courantes qui représentent 20,8% du PIB au lieu de 21% en 2006, devraient augmenter de 3,2% en raison de la progression des charges de fonctionnement hors salaires de 13,5% par rapport à 2006. En outre, les dépenses salariales augmenteraient de 2,1% et représenteraient environ 10,4% du PIB.

De ce fait, les finances publiques dégageraient une épargne du Trésor de près de 1% du PIB. Parallèlement, les dépenses d'investissement s'accroîtraient d'environ 13% en 2007, ce qui représente 4% du PIB au lieu de 3,7% en 2006. En conséquence, le déficit budgétaire s'élèverait à 2,7% au lieu de 2,3% en 2006.

4.4. Les finances extérieures

La balance des paiements dégagerait des excédents, à la fois, au niveau du solde des opérations courantes et à celui des opérations financières. L'excédent du solde des transactions courantes représenterait 3,5% du PIB au lieu de 3,7% en 2006.

Le déficit de la balance commerciale qui atteindrait 17,3% du PIB en 2007, serait largement compensé par les excédents de la balance des services, grâce aux recettes de voyages et par les transferts des marocains résidents à l'étranger.

Au niveau des opérations financières et de capital, les prévisions pour 2007 sont établies sur la base du maintien du même rythme d'évolution caractérisant les investissements directs étrangers (IDE) en 2006 qui ont dépassé 80 milliards de dirhams en terme d'engagement, non compris les recettes des privatisations.

Compte tenu de ces éléments, les échanges avec le reste du monde réaliseraient un excédent de l'ordre de 5,3% du PIB en 2007, ce qui permettrait de dégager des réserves de change pouvant couvrir jusqu'à 13,1 mois d'importations de biens et services.

4.5. La masse monétaire et ses contreparties

La masse monétaire enregistrerait un accroissement de 12% en 2007 au lieu 13,1% en 2006, soit un rythme légèrement supérieur à celui du PIB nominal. Cette évolution se traduirait par une légère augmentation du taux de liquidité (hors agrégats de placement liquide) qui passerait de 92% en 2006 à 98,3% en 2007. Cette hausse du taux de liquidité serait due à la progression des avoirs extérieurs provenant de l'excédent de la balance des paiements. Ainsi, en raison de la sur-liquidité bancaire, l'année 2007 serait marquée par la détente des taux d'intérêts et l'amélioration du rythme d'accroissement des crédits à l'économie.

Concernant les contreparties de la masse monétaire, les avoirs extérieurs nets seraient en progression de 16,5% en 2007 et les crédits à l'économie de 9,6%. Néanmoins, les créances sur le Trésor poursuivraient leur tendance baissière à un rythme de 1,3% en 2007. La structure des contreparties de la masse monétaire durant 2006-2007 serait légèrement modifiée. En effet, la part des avoirs extérieurs atteindrait 37,8% en 2007, celle des concours à l'économie serait de 59,4% en 2007, alors que celle des créances sur le Trésor serait en régression, passant de 14,4% en 2006 à 12,7% en 2007.

ANNEXES

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique mondiale selon les grandes régions (en %)

Pays ou groupe de pays	2004	2005	2006*	2007**
-Monde	5,3	4,9	5,1	4,9
-Les économies avancées	3,2	2,6	3,1	2,7
-Etats-Unis	3,9	3,2	3,4	2,9
-Zone Euro	2,1	1,3	2,4	2,0
-Japon	2,3	2,6	2,7	2,1
- pays en développement	7,7	7,4	7,3	7,2
- Asie	8,8	9,0	8,7	8,6
dont la Chine	10,1	10,2	10,0	10,0
- Afrique	5,5	5,4	5,4	5,9
- Amérique latine	5,7	4,3	4,8	4,2

Source: FMI. Perspectives économiques mondiales. Septembre 2006.

Evolution des prix et du commerce mondial en volume (en %)

Rubriques	2004	2005	2006*	2007**
Prix à la consommation :				
- Economies avancées	2,0	2,3	2,6	2,3
- Pays en développement	5,6	5,3	5,2	5,0
Commerce mondial en volume	10,6	7,4	8,9	7,6
Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)	37,7	53,3	69,2	75,5
- selon la Banque Mondiale.....	37,7	53,3	64,0	55,0

Source: - FMI. Perspectives économiques mondiales. Septembre 2006.
- Banque Mondiale. Global Economic Prospect. Novembre 2006.

NB : *Estimations et ** prévisions.

ECONOMIE NATIONALE

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT En terme réel selon la base 1998

Variation en %	2004	2005	2006*	2007**
• Secteur Primaire.....	7,3	-11,8	30,1	-11,7
• Secteur non agricole	4,7	4,8	5,2	5,5
• Secteur Secondaire.....	3,4	6,0	4,3	5,3
• Secteur Tertiaire	5,2	4,3	5,5	5,6
PIB en volume	5,2	2,4	8,1	3,0
Variation du prix implicite du PIB	-0,4	2,1	2,8	1,5
PIB en valeur (millions de Dhs courants)	500081	522649	579618	605701
Variation en (%)	4,8	4,5	10,9	4,5

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2007.

STRUCTURE DU PIB REEL
(en %)

Secteurs	2004	2005	2006*	2007**
Primaire	15,9	12,7	14,4	12,5
Secondaire	24,6	25,9	25,2	25,9
Tertiaire	59,5	61,4	60,4	61,6

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2007.

EQUILIBRE DU PIB

RUBRIQUES	2004	2005	2006*	2007**
PIB	500.081	522.649	579.618	605.756
	4,8%	4,5%	10,9%	4,5%
Consommation finale, dont :	382.355	396.578	437.523	456.349
	6,2%	3,7%	10,3%	4,3%
-Ménages résidents	288.243	295.998	333.886	343.902
	5,1%	2,7%	12,8%	3,0%
-Administrations publiques	94.112	100.580	103.638	112.447
	9,4%	6,9%	3,0%	8,5%
FBCF	133.404	149.054	164.705	182.822
	10,8%	11,7%	10,5%	11,0%
Variation des stocks	10.342	9.078	5.897	-1.978
Exportations de biens et services	145.953	165.382	189.707	206.528
	8,2%	13,3%	14,7%	8,9%
Importations de biens et services	171.973	197.443	218.215	237.965
	15,3%	14,8%	10,5%	9,1%

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2007.

NB : - Valeurs en millions de dirhams courants.

- Variations en %.

EQUILIBRE DU PIB

(Croissance réelle en%)

RUBRIQUES	2004	2005	2006*	2007**
PIB	5,2	2,4	8,1	3,0
Consommation finale, dont:	5,3	1,4	7,6	3,1
-Ménages résidents	5,3	1,1	9,4	2,0
-Administrations publiques	5,1	2,2	2,3	6,8
FBCF	8,5	7,4	7,5	9,0
Exportations de biens et services	6,0	10,3	10,8	7,3
Importations de biens et services	9,7	7,3	6,1	8,1

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2007

CONTRIBUTION DES AGREGATS DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE

(En nombre de points de la croissance)

RUBRIQUES	2004	2005	2006*	2007**
PIB	5,2	2,4	8,1	3,0
Consommation Finale, dont :	4,0	1,0	5,8	2,4
-Ménages Résidents	3,0	0,6	5,3	1,2
-Administrations Publiques	0,9	0,4	0,4	1,2
FBCF	2,1	2,0	2,1	2,6
Variation des stocks	0,4	-1,1	-0,9	-1,3
Commerce extérieur de biens et services	-1,3	0,5	1,1	-0,7

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2007.

REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

(en millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2004	2005	2006*	2007**
PIB	500.081	522.649	579.618	605.756
Revenu National Brut Disponible (RNBD)	534.652	564.730	629.593	658.408
Consommation finale nationale	382.355	396.578	437.523	456.349
Epargne intérieure en % du PIB	117.726 23,5	126.071 24,1	142.095 24,5	149.407 24,7
Epargne nationale en % du RNBD	152297 28,5	168152 29,8	192069 30,5	202059 30,7

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2007.

COMPTE EPARGNE-INVESTISSEMENT

(en % du PIB)

Rubriques	2004	2005	2006*	2007**
Investissement brut	28,7	30,3	29,4	29,9
Revenus nets en provenance du reste du monde	6,9	8,1	8,6	8,7
Epargne nationale	30,5	32,2	33,1	33,4
Solde de financement	1,7	1,9	3,7	3,5

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2007.

LES FINANCES EXTERIEURES

(en millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2004	2005	2006*	2007**
Exportations de biens et services	145.953	165.382	189.707	206.528
Variation en %	8,2	13,3	14,7	8,9
Importations de biens et services	171.973	197.443	218.215	237.965
Variation en %	15,3	14,8	10,5	9,1
Déficit en ressources	-28.667	-34.969	-28.507	-31.437
(en % du PIB)	-5,7	-6,7	-4,9	-5,2
Solde courant	8.666	9.939	21.467	21.215
(en % du PIB)	1,7	1,9	3,7	3,5
Réserves en mois d'importation de biens et services	11,7	12,0	12,3	13,1
Taux d'ouverture (X+M) / PIB	49,2	52,0	52,1	54,5

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2007.

LES FINANCES PUBLIQUES
(non compris part des collectivités locales dans TVA)

(en % du PIB)

Rubriques	2004	2005	2006*	2007**
Recettes ordinaires	21,7	23,3	22,1	21,8
-Recettes fiscales	17,7	19,2	18,7	18,4
Dont Recettes fiscales directes	7,3	8,3	8,3	8,1
-Privatisations	1,0	1,3	0,4	0,7
Dépenses ordinaires	21,0	24,2	21,0	20,8
- Personnel	11,3	11,9	10,6	10,4
-Autres biens et services	4,6	6,9	5,1	5,5
- Intérêts de la dette	3,5	3,4	3,3	3,3
- Compensation	1,6	2,2	2,1	1,7
Solde courant	0,7	-1,0	1,2	1,0
Dépenses d'équipement	4,3	3,8	3,7	4,0
Déficit global (-) base ordonnancement	-3,0	-3,9	-2,3	-2,7

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2007.

N.B. : Les niveaux relatifs des indicateurs des finances publiques retenus dans ce rapport diffèrent de ceux de la Loi de Finances 2007 du fait de la prise en compte de la valeur du PIB telle qu'elle ressort du nouveau système de Comptabilité nationale base 1998.

CROISSANCE DE LA MASSE MONETAIRE ET DE SES CONTREPARTIES

(en %)

Rubriques	2004	2005	2006*	2007**
Avoirs extérieurs nets	12,5	13,8	18,9	16,5
Créances sur l'Etat	-7,5	7,1	-1,1	-1,3
Concours à l'économie	6,8	11,2	10,9	9,6
Masse monétaire	7,5	13,5	13,1	12,0

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2007.

EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

(en %)

Rubriques	2004	2005	2006*	2007**
Avoirs extérieurs nets	34,5	34,6	36,4	37,8
Concours à l'économie	63,2	61,9	60,8	59,4
Créances sur l'Etat	17,5	16,5	14,4	12,7
Contrepartie des avoirs sur livrets (CEN)	2,2	2,1	2,1	2,1
Autres contreparties	-17,5	-15,2	-13,7	-12,1
Masse monétaire (M3)	100	100	100	100

* Estimations et ** prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2007.